

Rivarol 3 mars 2016

Bruno Mégret : Comment faire pour redresser la France

RIVAROL

N°3225

“Quand les peuples cessent d’estimer, ils cessent d’obéir”

Bruno Mégret vient de publier *Le Temps du phénix* (327 pages, 20 euros franco) un passionnant livre de politique-fiction aux Editions Cité Liberté (78 rue de Malnoue, 93160 Noisy le Grand). Nous avons rencontré le président du Mouvement national républicain pour qu’il nous en dise plus sur cet ouvrage.

RIVAROL : Pourquoi ce livre ? Est-ce l’approche de la présidentielle de 2017, la situation catastrophique de la France et de l’Europe, l’invasion des migrants qui vous ont poussé à écrire cet ouvrage de politique-fiction ?

Bruno MEGRET : Je suis retiré de la vie politique depuis 2008. Pour autant je ne me désintéresse pas du sort de la France. Et je suis désolé de voir notre pays s’enfoncer chaque jour un peu plus dans un déclin dont il semble ne pas pouvoir se sortir. Or je considère que rien n’est joué, qu’il n’y a aucune fatalité à cette funeste évolution et que l’on peut encore assurer le redressement de notre nation. A travers *le Temps du phénix* j’ai donc voulu montrer comment d’autres hommes au pouvoir pourraient assurer en quelques années seulement le renouveau de notre pays. Et, pour le prouver, j’ai choisi de faire le récit circonstancié de ce processus par lequel la France pourrait, tel le phénix, renaître de ses cendres.

R. : Peut-on qualifier ce livre de roman-programme ou plus exactement de roman-mise en œuvre d’un programme ?

B. M. : Ce qui m’a paru intéressant à étudier, c’est la façon dont le renouveau pourrait être mis en œuvre. Nous sommes dans une période de décadence. Or, dans toutes les périodes de décadence, le plus

difficile n'est pas tellement de savoir ce qu'il faut faire — ils sont nombreux à en être conscients —, c'est de le faire. J'ai donc bien sûr voulu répondre à la question « que faire ? » mais l'originalité de cet ouvrage réside surtout dans les réponses que je propose à la question « comment faire ? ». Et pour traiter cet aspect essentiel du renouveau, j'ai pensé que le récit d'anticipation était la formule la plus appropriée car rien n'est plus instructif que de montrer au jour le jour comment le chef de l'exécutif s'y prend pour opérer ce grand redressement, malgré les manifestations, les grèves, les émeutes et les attentats.

R. : Le nom du nouveau président qui remonte les Champs-Élysées le 17 mai 2017 n'est jamais prononcé.

B. M. : Oui, c'est vrai. Tous les noms sont inventés dans cet ouvrage de fiction. Je n'ai pas voulu mettre en cause ou mettre en scène tel ou tel personnage réel pour ne pas détourner l'attention du lecteur de l'essentiel. Quant au Président, il est en effet le seul à ne pas avoir de nom. Chaque lecteur doit pouvoir lui donner corps librement dans son imagination.

R. : Est-ce qu'il ne s'appellerait pas Bruno Mégret ? En effet lorsqu'il dit : « *En politique, c'est souvent le destin qui décide, plus que la volonté des hommes* » ou « *le pire des déclin est le déclin tranquille* », on croit entendre votre voix...

B. M. : Je suis l'auteur du livre, le Président en est le héros. Comme dans la plupart des romans, le romancier se projette toujours un peu dans son personnage. Il est difficile de faire autrement.

R. : Y a-t-il dans le personnel politique quelqu'un aujourd'hui qui puisse correspondre à ce Président ?

B. M. : Aujourd'hui hélas je ne vois personne susceptible d'être élu qui puisse correspondre à ce personnage.

R. : Au début du livre on lit une mise en garde des autorités américaines qui « *seront très attentives à la manière dont la France respectera les principes qui régissent la communauté internationale* ». Les relations entre la France, l'Europe et les États-Unis sont un élément fondamental du livre.

B. M. : Celui qui voudrait mettre en œuvre le renouveau de notre pays serait immédiatement confronté à toutes sortes de difficultés majeures,

venant de l'intérieur mais aussi de l'étranger. De ce point de vue, il est certain que les Etats-Unis chercheraient à contrecarrer l'action d'un gouvernement comme celui que je mets en scène. Ils sont toujours dans l'idée qu'ils ont vocation à dominer le monde et à maintenir l'Europe et la France sous leur tutelle politique, économique, militaire et idéologique. Dans *le Temps du phénix*, les Américains comprennent tout de suite que le nouveau Président élu ne se pliera pas à leur volonté. Aussi exercent-ils, dès l'installation du nouveau pouvoir, pressions et mises en garde.

R. : Dans la suite du livre, parmi les mesures que prend le Président, il y a le refus de signer un accord commercial transatlantique avec les Etats-Unis, la création d'un axe privilégié entre la France et la Fédération de Russie, la sortie de l'OTAN. Est-il vraiment possible de prendre de telles mesures sans redoutables sanctions en retour ?

B. M. : Le président, héros de mon roman, est porteur d'une nouvelle conception de l'Union européenne. Il veut une Europe qui ne serait pas soumise aux Etats-Unis, qui refuserait l'idéologie mondialiste et combattrait l'immigration massive et incontrôlée. Il veut une Europe qui ne serait pas bureaucratique, tentaculaire et attentatoire aux souverainetés nationales mais qui chercherait à ériger la civilisation européenne en un pôle de puissance économique, militaire et culturel. Contrairement à nos dirigeants actuels, ce Président est porté par une vision géopolitique, celle d'un monde multipolaire en proie au choc des civilisations. Dès lors, *le Temps du phénix* relate comment, étape par étape, le Président réussit à desserrer le carcan américain. Au fil des pages, la conjoncture générale évolue également. Car progressivement, les dirigeants comme le peuple américains prennent conscience qu'ils ne vivent pas dans un monde unipolaire qu'ils pourraient dominer comme ils ont cru pouvoir le faire après l'effondrement de l'URSS mais qu'ils doivent faire face à la montée de nouvelles puissances souvent hostiles, tels le monde musulman ou la Chine. Aussi, à la fin du livre, finissent-ils par prendre conscience que, dans un monde multipolaire où émergent des puissances anti-occidentales, il peut être bénéfique que l'Europe s'érige de son côté en un pôle de puissance ami et allié.

R. : Le Président se veut très européen. Il dit ainsi : « Faire le choix de la France seule, c'est trahir le destin de notre nation car c'est renoncer à la grandeur, à la puissance et au rayonnement » et il ajoute : « Vouloir une France seule revient à choisir le déclin. »

B. M. : Je pense que les nations et les civilisations sont comme les êtres vivants. Elles sont en expansion ou en régression. Si on renonce à l'expansion, on doit subir le déclin. Il est clair aujourd'hui hélas que la France n'a plus les moyens démographiques, militaires, économiques et politiques de jouer à nouveau dans le monde le rôle qu'elle a tenu dans le passé, au XVIIe, au XVIIIe et au XIXe siècle. Si nous faisons le choix d'une France seule, je pense fondamentalement que nous irons au déclin. La renaissance, le renouveau, l'expansion, c'est une Europe qui respecte les nations mais qui s'impose comme un pôle de puissance face au reste du monde et qui cherche à redonner à la civilisation européenne toute sa force et tout son rayonnement.

R. : **Quid de la sortie de l'euro ?**

B. M. : Le Président doit faire face aussi à des oppositions internes. Et parmi ses troupes, beaucoup sont partisans d'une sortie de l'euro. Lui souhaite que la France reste dans la zone euro à condition d'en changer complètement la gestion. En clair, le Président souhaite que l'euro devienne une monnaie de change et de réserve capable de servir les économies européennes comme le dollar sert l'économie américaine. Il va donc agir pour que la monnaie européenne soit gérée comme les tenants de la sortie de l'euro voudraient que l'on gère le franc. Et, après une réforme globale de l'Union européenne, il obtient que le cours de l'euro soit géré à la baisse, que la devise européenne devienne un instrument au service de la croissance et de l'emploi, et qu'elle s'impose comme une monnaie de change et de réserve permettant aux industriels du continent d'acheter et de vendre leurs produits, par exemple les Airbus, en euros. Si ce projet est réalisé, je ne vois pas pourquoi il faudrait en revenir au franc. Ce serait de surcroît se priver de l'avantage que procure l'euro, une monnaie puissante qui nous met à l'abri des aléas monétaires.

R. : **Le nouveau Président prend toute une série de mesures très importantes dès le début de son quinquennat : le Conseil constitutionnel voit ses pouvoirs rognés, les traités, accords ou règlements européens sont désormais soumis à la législation française, France 2 est placé sous le contrôle direct du gouvernement, le Syndicat de la magistrature est dissous. Bref le nouveau chef de l'Etat avance très vite...**

B. M. : Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que si demain un président issu de la droite nationale était élu, même s'il disposait d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale, il ne pourrait rien faire car il se

heurterait à tous les contre-pouvoirs et serait amené à ne prendre que des mesures symboliques et inefficaces. La première mission que se donne le Président est donc de rendre du pouvoir au pouvoir pour que le politique puisse à nouveau jouer son rôle. A cette fin il procède à une réforme constitutionnelle sur deux points essentiels. D'abord il réduit les pouvoirs du Conseil constitutionnel. Il est en effet aberrant qu'une instance nommée puisse censurer toutes les lois votées par des députés élus. Et cela d'autant plus qu'il prend ses décisions non seulement en fonction des articles de la Constitution mais également en vertu de l'interprétation qu'il fait des textes visés par la Constitution. Il s'agit là d'un véritable tribunal idéologique qui censure systématiquement toutes les mesures politiquement non correctes. Dans *le Temps du phénix* le chef de l'Etat fait donc adopter une nouvelle disposition qui prévoit que les décisions du Conseil constitutionnel sont susceptibles d'un recours par le président de la République, lequel soumet alors la mesure incriminée au Parlement votant à la majorité absolue ou au peuple se prononçant par référendum.

De même que la souveraineté populaire est entravée, la souveraineté nationale est mise en cause par l'article 55 de la Constitution qui prévoit que les traités internationaux ont une valeur juridique supérieure aux lois nationales. Ce qui signifie, s'agissant de l'Europe, que tous les textes européens s'imposent à nous sans recours possible. Aussi faut-il modifier cette disposition, faute de quoi rien ne pourrait être fait qui soit contraire aux décisions de Bruxelles, lesquelles gèrent pourtant notre vie quotidienne de A à Z. Dans sa réforme constitutionnelle, le Président introduit donc une disposition précisant que les lois françaises ont une portée supérieure aux traités internationaux et que ces derniers ne peuvent être applicables que s'ils sont intégrés dans la législation interne.

R. : Et pour les médias ?

B. M. : Les médias ont aujourd'hui acquis un pouvoir aussi néfaste que démesuré. On a coutume de dire qu'ils sont le quatrième pouvoir. C'est faux. Ils constituent en réalité le premier pouvoir, celui qui définit la ligne idéologique et qui contraint les politiques à s'y soumettre. Si donc le Président nouvellement élu ne prend pas un minimum de mesures, il sera placé sous le joug de ce pouvoir médiatique et réduit à l'impuissance. Aussi, dans mon roman, décide-t-il de placer France 2 sous le contrôle du gouvernement, la chaîne devenant ainsi la voix de la France. Notez que ce schéma est d'ailleurs assez conforme à ce qui se passe dans les communes qui disposent toutes d'un organe de presse diffusé à l'ensemble des citoyens. Il n'est donc pas choquant de ce point

de vue que l'Etat dispose d'une chaîne de télévision pour assurer sa communication à l'échelle de la nation.

R. : Le Président met également en œuvre l'abrogation des lois dites antiracistes (Pleven, Gaysot, Lellouche, Perben).

B. M. : Il s'efforce en effet de rétablir la liberté d'expression. Dès son arrivée au pouvoir, il signe une ordonnance dite « démocratie et libertés » qui assure la pluralité médiatique et supprime toutes les dispositions législatives normalisant la liberté d'expression ainsi d'ailleurs que celles qui consacrent des vérités historiques officielles. Dans la foulée, le Président supprime toutes les dispositions concernant les discriminations dites positives qui créent des inégalités et des injustices.

R. : Par rapport à l'immigration le Président affirme : « *La France est une nation européenne et chrétienne, enracinée dans la culture gréco-romaine.* » Un certain nombre de décisions fortes sont prises : expulsions ordonnées par le préfet et non plus par des magistrats, préférence nationale et européenne pour les prestations sociales, fermeture de 302 mosquées, expulsion de 452 imams séditieux. Et pendant ce temps-là l'Afghanistan, la Syrie, l'Irak et l'Arabie saoudite tombent entre les mains des islamistes, c'est le califat...

B. M. : En Afrique et au Proche-Orient, le Front islamique va de victoire en victoire et réussit à former un califat qui regroupe l'ancienne Arabie saoudite, l'Irak et la Syrie avec la volonté explicite de recréer le califat des Omeyyades lequel s'étendait jusqu'au détroit de Gibraltar. Je crois que ce processus, aussi menaçant soit-il, est aujourd'hui dans la logique de l'évolution du monde qui voit les grandes civilisations se constituer en pôles de puissance. Face à cette réalité et plus particulièrement face à la menace islamique, nos dirigeants actuels adoptent une attitude absurde : ils prétendent combattre l'Etat islamique au Proche Orient (d'ailleurs bien mollement) mais favorisent l'invasion et la colonisation de notre continent à travers une immigration massive et un islamisme conquérant. Dans *le Temps du phénix*, le Président a une position inverse : il prend acte des succès du Front islamique, même s'il cherche à le contenir et à s'opposer à ses débordements. En revanche, il se montre extrêmement actif pour combattre l'islamisation de l'Europe et organiser la réémigration. Il fait voter une loi destinée à arrêter toute nouvelle immigration, expliquant que si le seuil de tolérance est atteint, comme le reconnaissait il y a déjà longtemps François Mitterrand, il est impératif de stopper net l'invasion.

Le Président fait dès lors procéder à l'expulsion systématique des clandestins, à l'arrêt de toute nouvelle immigration légale, à la sortie de Schengen, à la mise en place de la préférence nationale et à une politique de réémigration en suscitant les retours. Il prend également des mesures à l'échelle européenne pour stopper les « migrants ».

R. : Le Président engage également une profonde réforme de l'école avec le rétablissement de la méthode syllabique, la mise en place d'une école du savoir et du mérite. Pouvez-vous nous en dire plus ?

B. M. : Actuellement on cherche à égaliser tous les individus et pour cela on donne la priorité aux élèves en difficulté et on pénalise les meilleurs. Dans mon livre, le Président fait adopter un système qui permet de pousser chaque élève au maximum de ses potentialités. Il s'agit de renouer avec les principes d'excellence, de récompense du mérite, de sélection et de compétition, ce qui entraîne un changement assez radical du système éducatif.

R. : Une mesure peut surprendre dans le livre : le rattachement de la Wallonie à la France...

B. M. : C'est un chapitre qui peut en effet surprendre mais que j'ai trouvé très utile par la symbolique qu'il représente. Le monde n'est pas fini, tout peut arriver, la France peut encore s'agrandir. Je mets d'ailleurs en scène un scénario réaliste : dans *le Temps du phénix*, les séparatistes flamands remportent les élections législatives et cette fois-ci passent à l'action et décident d'organiser l'indépendance de la Flandre. Que se passe-t-il alors pour les Wallons ? Une partie d'entre eux se tourne vers la France pour réclamer leur rattachement à la République française. Un projet défendu d'ailleurs par un courant qui, sous le nom de rattachisme, existe réellement en Wallonie. Le Président, qui est audacieux, répond favorablement aux Wallons et accueille la Wallonie comme une nouvelle région française. Ce rattachement vient renforcer la France et crée un choc psychologique salutaire qui contribue à redonner de la fierté aux Français. Ceux-ci réalisent en effet que leur pays est attractif, que beaucoup sont fiers et heureux d'être des leurs.

R. : Exit aussi la repentance. Le Président affirme : « C'est le signe d'un dérèglement mental, car un esprit sain et équilibré ne peut se complaire dans ce qui le rabaisse et le stigmatise »...

B. M. : Le Président prend en effet des mesures très strictes et fait adopter une liste limitative des commémorations qui seront désormais célébrées. Aucune ne correspond à une situation de repentance. Toutes valorisent notre pays. Et le chef de l'Etat, un peu espiègle, ajoute même à la liste, la victoire d'Austerlitz.

Propos recueillis par Jérôme BOURBON et Robert SPIELER.